



SNUipp 68-FSU

19 Bld Wallach 68100 MULHOUSE

Tel: 03 89 54 92 58

E-mail : snu68@snuipp.fr



F.S.U.

Fédération Syndicale Unitaire

Le SNUipp-FSU est membre de la FSU (Fédération syndicale Unitaire), première fédération syndicale dans l'Education Nationale.

Vendredi 1er juin 2012

TOUS ENSEMBLE, PLUS FORTS, pour défendre l'école publique et nos droits.

N'hésitez-plus, syndiquez-vous au SNUipp du Haut-Rhin !

Le bulletin d'adhésion en cliquant sur le lien : <http://68.snuipp.fr/spip.php?article258>

SOMMAIRE

1) Evaluations CE1-CM2 : DEMENTI !

2) Groupe de travail du 31 mai 2012: demande de maintien.

3) Vincent Peillon : « La priorité, c'est le primaire ».

4) Secret levé : 17 rapports cachés publiés en ligne.

5) Formation des maîtres : deux rapports à (re)mettre au placard.

6) Les postes réservés pour les néo-stagiaires à la rentrée.

1) Evaluations CE1-CM2 : DEMENTI !

DEMENTI : l'inspecteur de Mulhouse 3 n'a jamais demandé aux écoles de sa circonscription de faire remonter les résultats des évaluations CE1 et CM2.

2) Groupe de travail du 31 mai 2012 : demande de maintien.

Si vous avez fait une demande de maintien, prenez contact avec le SNUipp-FSU, nous vous dirons si le maintien a été accordé.

Attention les maintiens seront validés par la CAPD du 20 juin 2012 il peut y avoir encore des modifications.

3) Vincent Peillon : « La priorité, c'est le primaire ».

Education : formation, création de postes, allocations, le plan d'urgence de Peillon

Propos recueillis par Anne-Laure ABRAHAM le 31 mai 2012 pour Le Parisien.

C'était une promesse de campagne de François Hollande, elle a été officialisée mercredi lors du Conseil des ministres. Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, a présenté le plan d'urgence qui sera mis en œuvre à la rentrée « pour atténuer les plus graves tensions constatées ».

Le ministre détaille avec nous ces mesures.

Quelle est la raison d'être de ce plan d'urgence ? VINCENT PEILLON. C'est moins un plan d'urgence que de la réparation. Il ne faut pas oublier que la rentrée a été préparée par la droite. En cinq ans, 77000 postes ont été supprimés, 14000 pour cette rentrée. Il faut faire ce qu'il est possible pour redresser la situation là où il y a le plus de besoins. La priorité, c'est le primaire, car c'est là où il y a une forte augmentation des effectifs, avec 2500 élèves en plus ! Or il y a plus de 700 fermetures de classes prévues à la rentrée. On vient de découvrir que 14000 contrats aidés qui contribuent à la vie des établissements allaient aussi disparaître. On va essayer d'atténuer cela en créant des auxiliaires de vie scolaire, des assistants d'éducation...

Comment les 1000 postes vont-ils être affectés ? Il y a des départements où le taux d'encadrement est plus faible que d'autres, c'est le premier facteur à retenir. Le deuxième concerne les lieux où il y a le plus de difficultés en termes de réussite éducative. Et, troisièmement, on regardera les conditions socioéconomiques des élèves. On va travailler avec les rectorats et les différents partenaires de l'école. Il y aura des classes qui ne rouvriront pas, des personnels de RASED qui ne retrouveront pas leurs anciennes missions, mais chacun pourra comprendre les priorités.

Le privé est exclu de ces créations de postes. Pourquoi ? Il n'y a pas eu de demande explicite de la part de ses représentants. Mais il sera concerné par les 60000 postes que nous comptons déployer sur les cinq

années à venir. Nous les affecterons à la hauteur des postes supprimés. On va établir un diagnostic commun — je les rencontre d'ailleurs prochainement.

La ventilation géographique de ces postes ne sera connue qu'après les législatives. Craignez-vous les déçus ? Le calendrier de l'école n'a rien à voir avec le calendrier politique. Je veux prendre le temps d'écouter et d'entendre les remontées de terrain. Mais, si le gouvernement n'obtient pas de majorité aux législatives pour le soutenir, toute cette politique sera interrompue.

Vous confirmez l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire ? Tout à fait, elle devrait être versée vers le 20 août. L'ARS n'a pas été réévaluée depuis 2008. Or le prix de la vie n'a cessé, lui, d'augmenter. Cet argent, qui représente environ 70 € en plus par famille, permettra d'acheter des fournitures scolaires, des vêtements...

Certains à droite critiquent cette mesure en disant que l'on n'est pas sûr que cet argent serve vraiment aux élèves. Que répondez-vous ? Je dirais que la droite a pris moins de précautions quand elle a donné de l'argent aux plus riches grâce aux cadeaux fiscaux et qu'elle devrait faire preuve de plus d'humilité. Nous disposons d'études qui montrent que l'essentiel de cette aide est affectée directement à l'usage de l'enfant.

Vous avez fait part de votre intention d'instaurer la semaine de cinq jours avec une préférence pour le mercredi. Restez-vous sur la même ligne ? Il n'a jamais été question de cinq jours pleins d'école, mais de neuf demi-journées... La concertation — qui ne part pas de rien — va commencer cet été pour aboutir à la loi. Cette question est fondamentale. Nous avons en France moins de jours de cours que dans le reste de l'Europe, mais les journées sont très chargées, au détriment de la réussite des élèves.

4) Secret levé : 17 rapports cachés publiés en ligne.

Comme il l'avait annoncé, le ministre de l'Education nationale a commencé à publier une partie des rapports sur l'école cachés par son prédécesseur. 17 d'entre eux sont disponibles en ligne.

Comme il l'avait annoncé le lundi 21 mai, le ministre de l'Education nationale a commencé à faire publier en fin de semaine dernière une partie des rapports de l'IGEN tenus cachés par son prédécesseur. Vincent Peillon affirme agir « *par souci de transparence* » et espère ainsi « *contribuer utilement au débat public sur la réussite éducative* ». Il est vrai que comme le précisait le SNUipp le 22 mai, ces textes jusqu'ici enterrés « *sont pourtant indispensables à l'évaluation du système, à son pilotage et à son amélioration* ». Luc Chatel en retenait dans les fonds de tiroir près d'une quarantaine dont certains depuis deux ans. **Les 17 rapports mis en ligne par le ministère datent, eux, de 2011 : <http://www.snuipp.fr/Les-rapports-caches-publies-en-fin>**

5) Formation des maîtres : deux rapports à (re)mettre au placard.

Une réforme réussie, portée avec détermination, des PE stagiaires épanouis et enthousiastes, tels sont les principales conclusions des rapports récemment dévoilés sur la mise en œuvre de la mastérisation de la formation des maîtres. Un auto satisfecit bien éloigné de la réalité.

Ce sont deux notes d'avril et juillet 2011 portant sur la « *mise en œuvre de la réforme de la formation des enseignants* » qui ont été dévoilées, vendredi 25 mai, par le ministère de l'Éducation nationale. On peut d'ailleurs se demander pourquoi elles étaient restées si longtemps dissimulées, s'agissant d'un bilan qualifié benoîtement de "globalement positif." Un reste de bon sens peut être, tant les conclusions de ces rapports sont aux antipodes des multiples difficultés pointées par la plupart des acteurs du système éducatif ces deux dernières années. Pourtant, à en croire les rédacteurs, inspecteurs d'académie et IEN adjoints « *témoignent d'une satisfaction d'ensemble sur le déroulement de l'année de stage et sur le comportement professionnel des stagiaires.* » Des stagiaires par ailleurs félicités pour leur « *sens remarquable des responsabilités lors de l'entrée dans le métier.* »

Lire l'article : www.snuipp.fr/Deux-rapports-a-re-mettre-au

6) Les postes réservés pour les néo-stagiaires à la rentrée.

Les néo-stagiaires seront sur un poste complet dès la rentrée. Les postes ont été répartis entre les circonscriptions (3-4 par circonscriptions). Les classes multi-niveaux, les CP et les CM2 ont été évités.

La liste des postes réservés (liste qui peut encore évoluer) : <http://68.snuipp.fr/spip.php?article2475>

Merci de diffuser ce mail à tous les collègues de votre école.

Salutations syndicales. Consultez notre site départemental: <http://68.snuipp.fr>